



Numérique: saisir le moment historique

**Guy Mamou-Mani
et Gilles Babinet**

Les présidents de Syntec numérique et du Conseil national du numérique considèrent la révolution Internet comme une véritable opportunité de croissance.

L'histoire nous apprend que le destin des nations est jalonné d'opportunités de développement qui ne demandent qu'à être saisies. Ainsi, suite de la conquête du Nouveau Monde, le Royaume-Uni et la France prirent l'ascendant économique et politique sur les pays conquérants, Espagne et Portugal, en captant les transferts de richesses qui leur étaient destinés. Par la suite, le Royaume-Uni fut à l'origine de la première révolution industrielle, rapidement suivi par la France. Notre pays se trouve de nouveau face à l'un des moments clés de son histoire. L'opportunité, c'est la révolution numérique. Celle-ci crée un changement de paradigme qui peut affecter notre modèle de croissance, notre système

social et notre vie au quotidien. À défaut de saisir cette opportunité, notre pays s'engagera durablement dans la voie du déclin.

La France dispose d'atouts uniques pour être l'un des leaders d'une économie numérique compétitive. Ce secteur est gourmand en mathématiciens et développeurs de qualité - pensons à l'écriture d'algorithmes ou à la 3D -, or nous possédons des filières d'excellence

Au cours de notre histoire moderne, aucune industrie n'a jamais créé 700 000 emplois en moins de quinze ans, comme l'a fait le numérique

enviées dans le monde entier.

Nous disposons d'infrastructures de grande qualité, le coût de l'ADSL est le plus faible au monde, et le taux de pénétration du haut débit l'un des plus élevés. Pour le financement de l'innovation, la France est le troisième pays le plus actif en termes de fonds de capital-risque.

Le dynamisme de ce secteur n'est plus à prouver. Il est à l'origine du quart des créations d'emplois en France ces quinze dernières années. Il est un formidable vecteur de croissance : il y contribue à hauteur de 25 % en France, et les gains de productivité engrangés par les entreprises et les administrations qui adoptent les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont considérables. Malgré tout, la comparaison avec les pays pionniers du numérique est édifiante. Aux États-Unis, il représente 37 % de la croissance. Le Canada a réduit son déficit budgétaire et ramené son endettement sous la barre des 40 % du PIB grâce à une utilisation performante des TIC. Au Danemark, en Finlande, aux Pays-Bas, en Suède, les initiatives se multiplient afin d'en faire un secteur prépondérant de l'économie.

Il est temps de donner ses lettres de noblesse à un secteur dont le potentiel a été négligé par la classe politique et nos élites économiques. Il faut mener une politique volontariste, au coût toutefois limité, qui permettra de valoriser

nos atouts et combler notre retard. Voici des propositions qui permettront de saisir ce moment historique.

Nous suggérons d'amplifier la réforme des universités, qui doivent avancer de concert avec les entreprises pour répondre à la demande d'emplois hautement qualifiés et développer des formations aux métiers du numérique. Faut-il rappeler que cette année 40 000 postes d'ingénieurs sont à pourvoir en France pour le seul secteur des logiciels et services ?

Nous proposons aussi de favoriser les partenariats entre entreprises d'un côté et universités, écoles et centres de recherche de l'autre. Cette politique doit également se fonder sur la création de *clusters*, ces véritables pépinières de compétences à l'image du projet Giant à Grenoble.

Il faudrait encore s'assurer que le crédit impôt recherche bénéficie réellement aux entreprises génératrices d'innovations numériques. Enfin, il nous semble indispensable de moderniser l'État et les services publics grâce à l'utilisation des TIC dans les domaines prioritaires tels que la santé, l'éducation ou l'énergie.

Il est inutile de dresser à nouveau le sombre tableau de l'économie française, l'actualité économique actuelle est prolifique en la matière. Rappelons simplement les grands défis qui attendent notre pays : renouer avec une croissance pérenne, lutter contre le chômage massif, réduire les déficits budgétaires de l'État tout en modernisant son fonctionnement, améliorer la compétitivité des entreprises, réduire drastiquement l'échec scolaire.

Au cours de notre histoire moderne, aucune industrie n'a jamais créé 700 000 emplois en moins de quinze ans comme l'a fait le numérique. Pourtant, cela s'est produit sans que nous n'ayons de politique structurée pour y parvenir. Il est déterminant que le numérique soit un enjeu central de celle ou celui qui présidera notre pays à partir de 2012. C'est seulement à cette condition que nous pourrions créer massivement des emplois qualifiés et améliorer l'efficacité de notre modèle social.

